

AVIS SUR PERMIS DE CONSTRUIRE

DONNÉES GÉNÉRALES DU DOSSIER

Dossier urbanisme n° : **PC 044 184 24 T0091**
Déposé le : **22/05/2024**

N° de dossier ASS : **SNA-24367**

Maitre d'ouvrage / Demandeur :

CCI NANTES ST-NAZAIRE
M. BOULDET Olivier
1, rue Françoise Sagan
44800 SAINT-HERBLAIN

Adresse du projet :

66 Rue Michel Ange
44600 SAINT-NAZAIRE

Références cadastrales : **DO802**

Description du projet : **Extension de la Maison de l'Apprentissage**

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

Le projet devra respecter :

- les règlements d'eau et d'assainissement en vigueur sur le territoire de Saint-Nazaire Agglo - la CARENE,
- les procédures de demande de raccordement et de déversement de Saint-Nazaire Agglo - la CARENE,
- les fascicules 70 et 71 pour les travaux de pose de réseaux, ouvrages et branchements,
- le règlement de voirie de la commune.

Le prélèvement d'eaux provenant des puits / forage et la récupération des eaux de pluie pour un usage domestique (alimentation des eaux vannes, machine à laver) doit faire l'objet d'une déclaration d'ouvrage à votre mairie et à la Direction du Cycle de l'Eau de Saint-Nazaire Agglo - la CARENE (Article R.2224-22, R2224-22-1 et R2224-22-2 du code général des collectivités territoriales).

Chaque branchement d'assainissement (EU et EP) doit être équipé d'une boîte à passage directe en limite de propriété (sous voie publique).

Les travaux de raccordement aux réseaux d'assainissement (EU et EP), à réaliser sur le domaine public, devront être réalisés par une entreprise « agréée travaux publics » et sont à la charge du pétitionnaire. Un contrôle en tranchée ouverte et un contrôle de conformité des raccordements seront exigés en fin de chantier, ouvrant droit à une réduction du montant de la PFAC le cas échéant (sous réserve du respect des modalités de contrôle, cf. règlement de service).

❶ ALIMENTATION EN EAU POTABLE (AEP)

Projet desservi par le réseau d'eau potable : **Oui**

Type de réseau : **Public**

⇒ **Prescriptions techniques spécifiques relatives à l'alimentation en eau potable :**

Le compteur d'eau devra être positionné en limite du domaine public en priorité en partie privative.

Une demande de raccordement sera à réaliser auprès du Service de l'Eau de Saint-Nazaire Agglo - la CARENE.

❷ ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES (EU)

Projet desservi par le réseau d'eaux usées : **Oui**

Type de réseau : **Public**

⇒ **Prescriptions techniques spécifiques relatives à l'assainissement des eaux usées :**

Le branchement doit être équipé d'un siphon disconnecteur en partie privative.

Les éventuels produits ou effluents spécifiques liés aux activités (coiffure...) doivent être prétraités et faire l'objet d'une convention de rejet avec le service assainissement.

Prévoir un séparateur à graisses et à féculles correctement dimensionné pour prétraiter les effluents provenant des cuisines.

③ ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES (EP)

Zonage d'assainissement des eaux pluviales approuvé le 04/02/2020

Parcelle située en zone d'infiltration obligatoire : Non

Parcelle située en zone : Peu sensible (Occurrence pluie 10 ans - Débit de fuite 3L/s/ha)

Projet soumis à la gestion à la parcelle : Oui

⇒ Pièces du dossier :

Présence d'une notice hydraulique : Oui

Plan projet mentionnant la gestion des eaux pluviales : Oui

Dispositif de rétention proposé :

Bassin de rétention

Volume utile proposé :

60 m³ sur le plan « VRD réseaux extérieurs » (41 m³ ou 45 m³ dans la notice hydraulique ainsi qu'une chaussée réservoir + noues de 16 m³)

Débit de fuite :

0,6 l/s (principal)

et 0,5 l/s (secondaire)

Validation type rétention : Oui, avec réserve

Bassin de rétention de 60 m³

Débit de fuite de 0,84 l/s

⇒ Prescriptions techniques spécifiques relatives à l'assainissement des eaux pluviales :

La collectivité n'a pas d'obligation de collecte des eaux pluviales issues des propriétés privées. Le principe général est que les eaux pluviales doivent être prioritairement gérées à l'unité foncière.

Il convient donc de prendre en compte, dès la conception du projet, la mise en œuvre de solutions susceptibles de limiter et compenser l'imperméabilisation générée par le projet afin d'éviter la saturation des réseaux, de préserver la qualité des rejets et d'alimenter la nappe phréatique.

Une superficie suffisante devra être réservée au projet pour la réalisation du système de gestion des eaux pluviales.

La surface imperméabilisée du projet étant supérieure à 400 m², sur un bassin versant peu sensible, les eaux pluviales et de ruissellement provenant des seules surfaces modifiées par le projet devront être collectées à la parcelle par des dispositifs de rétention et/ou infiltration (l'infiltration n'étant, ici, pas obligatoire) à la charge du propriétaire conformément au zonage en vigueur.

Le dimensionnement devra respecter le zonage en vigueur, il se fera sur une pluie d'occurrence 10 ans. En cas de rejet au réseau collecteur, celui-ci se fera à un débit limité et régulé à 3 l/s/ha (sur la base de l'emprise foncière modifiée).

Selon la notice hydraulique (avril 2024), deux ouvrages sont proposés pour desservir uniquement les surfaces modifiées par le projet. Un réseau indépendant, sans régulation, reprendra les ruissellements des surfaces non modifiées.

- Un premier ouvrage (bassin de rétention Nord), desservant les surfaces concernées par l'extension Nord-Ouest (« principale ») est constitué d'un bassin de rétention de 60 m³ et d'un ouvrage de rejet avec régulateur de débit vers le réseau collectant les surfaces existantes non modifiées avant de rejoindre le branchement.
- Un deuxième ouvrage (chaussée réservoir + noues) sensé desservir les surfaces concernées par l'extension Est (« secondaire »). Si un débit de fuite (rejet superficiel) est indiqué dans le calcul de cet ouvrage, il est indiqué que « l'infiltration sera privilégiée avec trop plein vers le réseau sous les nouvelles places de stationnement et à de légères noues des espaces verts captant les descentes de toitures ». En l'absence de mesure de perméabilité, il n'est pas possible de compter sur l'infiltration pour vidanger en moins de 24 h cet ouvrage qui, par conséquent, ne constituera pas un ouvrage de régulation. Aussi, le bassin versant ainsi desservi s'ajoute au bassin versant d'apport pris en compte dans le calcul du précédent bassin (Nord) et justifie donc le volume utile de 60 m³.

Aussi, les eaux pluviales et de ruissellement de l'ensemble des surfaces modifiées et concernées par le projet devront transiter par l'ouvrage de régulation y compris les surfaces du bâtiment Est, des places de stationnement et voirie modifiées situées à l'Est ou au Nord du site.

Un plan précis de collecte devra être soumis pour avis à la DCE avant les travaux.

Compte-tenu de l'assiette foncière modifiée (2802 m²) le débit de fuite/vidange sera limité à 0,86 l/s (rejet distinct provenant des surfaces modifiées par le projet).

Le contrôle du débit de fuite devra être assuré par un dispositif de régulation à effet vortex. Afin de limiter le risque de colmatage, l'ouvrage de régulation devra être équipé d'un dispositif de protection (dégrillage amont) et l'orifice de régulation ne devra pas être d'un diamètre susceptible d'occasionner des risques d'obstruction.

L'ouvrage de rétention devra être muni d'un ouvrage de surverse, placé de manière à pouvoir évacuer les eaux dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Cet ouvrage de surverse sera calibré pour permettre le transit du débit généré par une pluie d'occurrence centennale.

Des dispositions devront être adoptées pour assurer l'entretien de l'ouvrage à des fréquences régulières (minimum 2 fois par an).

Au regard du règlement de zonage des eaux pluviales intercommunal de la CARENE, à partir de 15 places de stationnement le rejet direct au réseau d'eaux pluviales n'est pas autorisé. Une pente douce orientée vers une bande enherbée puis tranchée drainante pourront être, par exemple, mises en place.

VOLET FINANCIER

Calcul de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC)

Type destination :	Surface de plancher (ou unité de calcul) :
Salles de réunion et d'enseignement	2 907,74 m ²
Bureaux	442,26 m ²

P.F.A.C. : 25 849,38 €*

Surfaces créées :

Salles de cours et de réunion : $2\,907,74 \times 6 = 17\,446,44 \text{ €}$

Bureaux et secrétariat : $442,26 \times 19 = 8\,402,94 \text{ €}$

PFAC : $17\,446,44 + 8\,402,94 = 25\,849.38 \text{ €}$

*Ce montant est donné à titre indicatif. Le montant réel dépendra de l'année de réalisation du raccordement et du contrôle de ce dernier.
Il sera facturé à l'issue du raccordement sur le réseau d'assainissement collectif.

AVIS DE LA DIRECTION DU CYCLE DE L'EAU

❶ ALIMENTATION EN EAU POTABLE		Favorable
❷ ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES		Favorable
❸ ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES		Favorable avec réserve
Date de réception DCE :	Date de l'avis :	AVIS GLOBAL :
08/07/2024	07/08/2024	Favorable avec réserve

Par délégation,
Pour le Président,
Le 4^{ème} Vice-président,
François CHENEAU



